

Marseille

27 - 28 - 29 Janvier 2023

80e Congrès du Parti socialiste

Discours d'Olivier Faure

Premier secrétaire du Parti socialiste

Dimanche 29 Janvier 2023


PS
SOCIAL-ÉCOLOGIE

Seul le prononcé fait foi.

Merci Luc, merci Marie,

Merci à Yannick et à tous les militants de la Fédération des Bouches-du-Rhône de nous avoir si bien reçus, aux bénévoles du service d'ordre, et à tous nos permanents, sans lesquels ce congrès n'aurait jamais eu lieu.

Merci Hannah, Benedikta, Andreij, Conny, et à tous nos amis de la grande famille sociale démocrate européenne et de l'internationale socialiste d'avoir été parmi nous durant ces trois jours.

Merci à toutes et tous, chers camarades, délégués et congressistes, d'avoir fait vivre la démocratie de notre parti.

Chers camarades,

Ah cher Benoît comme tu peux et dois être fier de présider désormais aux destinées de cette ville ! Tu es décidément l'homme de tous les rassemblements !

Marseille, plus ancienne ville de France et l'une des rares à avoir tutoyé le monde, parce que tout transitait par son port.

Sur les toits des cinq continents, on trouvait des tuiles moulées à l'Estaque.

Sur l'ensemble du globe, on lavait son linge au savon de Marseille.

Marseille a brillé. Marseille aurait pu s'éteindre. Mais depuis 2020, Marseille brille à nouveau, et parce qu'elle est entre de bonnes mains, entre les mains d'une gauche rassemblée, Marseille continuera de briller demain.

Marseille, ville métissée, ville monde, ville généreuse qui, du fond des âges, a toujours été un port d'attache pour les femmes et les hommes fuyant la faim, la guerre, la misère, ou les violences politiques.

Ils étaient Italiens et voulaient échapper au fascisme ; Espagnols et s'arrachaient des griffes du franquisme ; Juifs et Arméniens, et fuyaient la barbarie et le génocide.

Ils sont venus d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, recrutés en masse dans nos usines pour assurer l'expansion des Trente glorieuses, ceux que l'espoir d'une vie meilleure a conduits jusqu'ici, fenêtre ouverte sur l'autre rive de la Méditerranée.

Toutes et tous ont fait Marseille.

Payan, Ohanessian, Carlotti, Menucci, Jibrayel, Mebarek vous êtes les enfants de cette histoire et de cette ville. Marseille vous a tout donné et vous lui avez tellement rendu. C'est la richesse d'une ville et d'un pays que de savoir accueillir. C'est la fierté de ceux qui ont connu cette bienveillance que de servir à leur tour et de perpétuer cette hospitalité légendaire.

Aujourd'hui, lorsque la ville et Benoît Payan ouvrent leur porte à l'Ocean Viking parce qu'ils refusent que la Méditerranée devienne un cimetière alors que tant d'autres détournent le regard, c'est Marseille qui est l'honneur de la France.

C'est un défi immense qui est entre tes mains Benoît avec tes colistiers du Printemps marseillais. Tu sais, comme au premier jour, que tu peux compter sur notre soutien.
Marseille a beaucoup donné à la France, et beaucoup donné à la gauche.
La ville a déjà accueilli le 21e et le 34e congrès de la SFIO, en 1924 et 1937.
Benoît l'a rappelé hier : c'est surtout ici, dans cette ville que s'est tenu le troisième congrès du parti socialiste ouvrier. Ce congrès de 1879 dont Jules Guesde disait qu'il était « *l'immortel congrès* » parce qu'il fut la première étape vers l'unité des socialistes.

Ce troisième congrès ouvrier socialiste fut aussi celui au cours duquel Hubertine Auclert jeta le premier pont entre le féminisme et le socialisme.
Jusque-là même chez les socialistes « *la femme avait pour devoir d'élever ses enfants et de pourvoir à l'éducation de la famille* ». Hubertine Auclert vient à Marseille « *non parce qu'elle est ouvrière* », mais en tant que femme, « *c'est-à-dire exploitée* », comme elle le déclare d'emblée à l'auditoire, « *esclave déléguée de 19 millions d'esclaves* », elle vient proposer aux assises du prolétariat « *un pacte d'alliance défensif et offensif contre nos communs oppresseurs* ».
Près de 150 ans séparent Hubertine de Christine. Je reviendrai dans quelques instants sur notre combat féministe.
À ce moment, je pense aux femmes qui se battent en Iran comme en Afghanistan face aux mollahs et aux Talibans. Leur courage est à la hauteur de ce qu'elles subissent.
Ne cessons pas de parler d'elles. Le silence est l'arme de tous les tyrans. Faites-leur une ovation.

Marseille, c'est évidemment la ville du père de la décentralisation, la ville de Gaston Deferre.
Aujourd'hui, la décentralisation s'est imposée comme une évidence, même aux yeux de la droite qui la combattait pourtant férocement. « *La décentralisation est devenue la règle de vie* ». Face aux crises successives, sanitaires, économiques, sociales, démocratiques, qui les éprouvent durement, face à un gouvernement qui les déconsidère injustement, nos collectivités ont une nouvelle fois, fait la démonstration de leur capacité d'action, de leur rôle de garde-fou social. Merci à nos maires, présidentes et présidents de départements, de région qui donnent vie aux valeurs que nous portons. mention spéciale au nouveau président de la Haute-Garonne. Bravo et tous mes voeux de réussite Sébastien Vincini !

Nous sommes à Marseille, à quelques kilomètres de Vitrolles où j'étais récemment à l'invitation de son maire, Loïc Gachon, et la Fédération des Bouches-du-Rhône avec Thomas Roller et Yannick Ohanessian. Nous y étions à l'occasion des 30 ans de la reconquête de la ville aux mains du clan Megret.
Vitrolles, c'était la première ville arrachée par l'extrême droite à la gauche. Qu'il me soit permis de saluer une nouvelle fois, parce que ce n'était pas facile, le courage, l'abnégation, le sens du combat de celles et ceux qui ont permis de remettre Vitrolles dans la République.
Mais depuis, ailleurs, d'autres villes sont tombées entre les mains du Front national, et elles n'ont pas été reprises. L'extrême droite progresse d'élections en élections et l'année de son jubilé il a pu compter sur l'entrée de 89 députés à l'Assemblée nationale. Nous nous retrouvons

donc aujourd'hui à Marseille empreints de gravité. Mais aussi pour lancer la contre-offensive.
En France, l'extrême droite est née de son refus de la République et de sa promesse égalitaire. La gauche, elle, est née pour construire et consolider la République. Tout nous oppose. Rien de ce qui a été construit de grand, de beau, de ce qui nous rend fier d'appartenir à la République ne l'a jamais été avec l'extrême droite. Nous serons toujours les premiers à faire barrage à l'extrême droite, à nous opposer à la préférence nationale et à toute tentative de défaire notre Constitution, c'est-à-dire à tout ce qui voudrait entailler notre pacte Républicain.
Le parti présidentiel joue avec le feu en lui offrant le costume de la République avec l'élection de deux vice-présidents à l'Assemblée nationale. Alors qu'Emmanuel Macron a été élu à deux reprises grâce au barrage républicain, il a baissé le pont-levis et ouvert les portes du pouvoir au RN.

Et n'ayons pas crainte de l'affirmer, ce combat, il nous faut le mener au nom des Lumières qui n'est pas qu'un Siècle mais un courant de pensée, un courant politique qui place le progrès, la justice, la raison, l'égalité au-dessus de tout. Depuis des décennies, le monde s'en éloigne et le devoir de la gauche c'est d'en reprendre le flambeau.

Et puis Marseille restera dans nos mémoires notre 80ème congrès.
Le 80ème en 117 ans… C'est dire si nous aimons nous réunir !
Nous sommes un grand parti démocratique. Un parti de militantes et de militants qui s'investissent. Qui ne se limitent pas à prendre une carte pour se comporter en simples supporters. Chez nous tout se discute ! c'est ce qui fait notre singularité, peut-être même notre charme. Nous pouvons passer des jours à débattre d'une orientation.
Et ensuite passer des nuits à recoller la vaisselle brisée. (d'où la commission de récolement…)
De ce fait, les journalistes viennent régulièrement assister à notre enterrement et chaque fois nous les décevons. L'oraison funèbre reste au frigo.

Mais bon… n'y voyez pas une incitation ! Nous ne sommes pas obligés de rejouer le grand frisson à chaque étape !

Alors merci à tous de faire vivre le débat. Merci Hélène de porter une contradiction utile depuis longtemps. Il y a beaucoup d'oiseaux migrateurs en politique. Tu portes tes convictions avec une cohérence et une constance que les socialistes apprennent à connaître. Tu as choisi d'assumer tes divergences stratégiques et de ne pas rejoindre la direction alors que tu en avais la possibilité. Je ne désespère pas complètement de te convaincre, mais je te dis mon respect. Je te remercie aussi pour ces mots prononcés hier indiquant que ta maison resterait le parti socialiste. Et alors que tu vas prendre la présidence du Conseil National, je veux adresser un mot tout particulier à Marine Le Vern et Luc Broussy. Leur dire ma reconnaissance pour leur travail et leur engagement pour faire vivre notre démocratie interne en donnant une saveur particulière à nos débats.

Merci Nicolas. Se retrouver n'avait rien d'une évidence. Il y a eu des mots blessants, des désaccords surjoués, et une dernière semaine où de nombreux militants se sont sentis insultés, pas respectés.
Mais, toi et moi, nous avons fait un choix. Celui de dépasser ces moments. De faire ensemble plutôt que les uns contre les autres. Et je veux te remercier de cet esprit de responsabilité, et à travers toi, toutes celles et ceux qui ont milité ou voté pour ton texte d'orientation. Ce n'est jamais un choix simple d'abandonner le confort de la critique pour se confronter aux décisions imparfaites. Tu es maire, tu sais cela mieux que quiconque. Merci d'avoir accepté d'intégrer la direction. Toi et moi pouvons faire mieux. à partir de demain, apportons-en la démonstration claire avec Johanna et l'ensemble de la future direction. Je crois en nous.
Merci donc à tous les deux, merci à vous toutes et tous, délégués et congressistes pour avoir permis ce rassemblement.

Mais je ne voudrais pas vous donner le sentiment de traiter ce débat à la légère. Ce congrès était nécessaire. Il venait après une défaite cuisante à l'élection présidentielle alors même que nos espoirs étaient grands après les séquences électorales territoriales. Ce congrès venait également après l'accord de la NUPES que personne n'avait anticipé. Ni les insoumis qui n'étaient pas favorables à une coalition nous incluant, ni nous-mêmes qui n'avions aucun rapport avec la FI depuis sa création.

Et assez logiquement, c'est cet accord législatif qui a occupé les esprits pendant nos quatre mois de débats.
Je veux donc vous redire ma conviction et ma détermination.

Nous ne procédons de personne si ce n'est de nous-mêmes. Boris et l'ensemble du groupe en sont les garants. Depuis six mois, aucun d'entre nous n'a eu à se renier. Notre liberté de vote est totale comme l'est réciproquement celle de nos partenaires.
Mais à chaque étape nous avons cherché à faire converger les points de vue, sur la défense du pouvoir d'achat des Français ou sur les budgets de l'État et de la sécurité sociale. Socialistes, insoumis, écologistes, communistes, nous apprenons mutuellement les uns des autres.
Les Français, eux, ont compris depuis longtemps que le rassemblement de la gauche et des écologistes était une nécessité. Dans la tripartition de la vie politique – trois blocs, un d'extrême-droite, un libéral autoritaire, un bloc de la gauche et de l'écologie – il n'y a pas de place pour le troisième au deuxième tour. En 20 ans à trois reprises la gauche s'est vue remplacée par l'extrême-droite à l'élection présidentielle.

Nous avions grâce à François Mitterrand réussi à nous hisser au premier rang de la gauche. Et nous avons longtemps, dans son sillage, incarné le vote utile, celui qui permet de faire gagner son camp. Ce n'est plus le cas.

Ce n'est pas un trou d'air. Un passage à vide momentané. Mais la perte d'un lien de confiance difficile à retisser depuis 2017.



L'élection d'Emmanuel Macron, président issu d'un gouvernement socialiste, l'apparition à ses côtés d'anciens socialistes pour mener une politique de détricotage de notre modèle social ont achevé de semer la plus totale confusion.

Nos hésitations initiales à son endroit ont achevé de brouiller notre message. "Un socialiste c'est qui ? Un aspirant ministre dans la salle d'attente, un traître en devenir". Voilà ce que nombre de nos concitoyens ont pensé.
Et c'est à nous qui sommes restés sur la rive gauche, que le reproche était formulé. Avec l'accord de la NUPES, pour la première fois depuis cinq ans, les Français ont pu nous situer avec certitude. Entre la gauche et la droite, nous avons affirmé notre appartenance INDÉFECTIBLE à la gauche.
On ne bâtit rien sur un terrain instable. On ne construit rien à proclamer les gauches irréconciliables. Et c'est pourquoi je veux porter avec vous l'affirmation de ce que nous sommes au cœur de la gauche ! Et c'est pourquoi je vous demande avec insistance de refuser toute forme de repli sur nous-mêmes.
Je crois tout l'inverse : C'est en portant les ambitions de toute la gauche que nous redeviendrons sa force motrice. C'est la leçon de François Mitterrand. D'abord on rassemble son camp et ensuite les Français.

Alors qu'avons-nous à apporter à la gauche et à ces millions de Français qui ont cessé d'espérer ?
Comment face aux grands dérèglements du monde retrouver l'espérance ?
Le maire de Marseille nous l'a dit hier, le poison pour la gauche c'est la résignation. Les défis semblent parfois si démesurés que l'idée même de les relever est effrayante. Le repli identitaire, l'apathie démocratique, l'atonie de la société sont aussi l'effet d'une sidération face à un monde que l'on ne pense plus pouvoir maîtriser.
L'accumulation des crises et des menaces est sans équivalent. Crise financière, écologique, sanitaire, retour de la guerre en Europe, le retour brutal de l'inflation… Comment garder la tête froide face aux grands dérèglements du monde lorsque les perspectives sont aussi noires que le caddie est vide ?
Dans les creux que laisse la parole politique, l'extrême-droite prospère. Ses réponses ont le mérite d'offrir une clé de lecture simple en sacrifiant des boucs émissaires sur l'autel des peurs.
Face à la peur et la résignation, notre premier devoir, c'est de réveiller l'espérance.
Oui un autre monde est possible, oui la paix est un horizon atteignable, oui le changement climatique peut être maîtrisé, oui la réduction des inégalités est à notre portée. C'est cette espérance qui fait qu'un peuple se lève pour se battre, pour prendre son destin en main.
Chers camarades, notre premier devoir c'est de faire gagner l'espérance.

Alors mettons nos forces en commun pour redevenir le parti de l'espérance. Pas le parti des rustines que l'on pose sur les fuites. Non ! Le parti de l'espérance !
En France et en Europe le temps est venu de la grande confrontation politique, du grand choix collectif entre trois chemins :
Le chemin libéral encore dominant dans les esprits, est condamné par les grandes crises que nous traversons. La maladie ne peut prétendre au rôle de médecin.

Le chemin populiste et identitaire, celui de l'extrême-droite, enferme les individus, exalte les nationalismes, pousse au conflit, atomise les liens humains.
Le chemin du socialisme, devenu écologique, toujours porté par l'impératif d'égalité et de justice sociale est désormais la seule alternative à l'extrême-droite qui menace.

Pourquoi nous battons-nous, camarades ? C'est la question centrale.
Notre réponse c'est la République, sociale et écologique.
D'où venons-nous ? Du choix résolu de la démocratie et de la République comme projet commun. Et nous venons d'une conscience aiguë de la justice sociale, née de la condition ouvrière. Jaurès en a fait la synthèse : celle de la République sociale. Nous sommes les héritiers de la République sociale. Et pendant un siècle, nous avons vécu avec cet horizon.
Que nous dirait Jaurès aujourd'hui ? Qu'il n'avait pas conscience des effets de l'activité humaine sur la planète. Qu'il n'avait pas conscience de l'anthropocène. Et qu'au projet qu'il avait initié, il faudrait à l'évidence ajouter la dimension écologique.

La croissance, telle que nous l'avons connue, n'est plus supportable. La recherche du profit, la concentration des richesses entre les mains de quelques milliardaires ne sont plus supportables. Elles contredisent l'idée de justice climatique. Elles empêchent la justice sociale. Elles n'offrent pas de vie meilleure !
Et ce pour quoi nous nous battons, c'est bien pour offrir à la multitude *« une vie large »*. Merci, cher Paul Magnette, d'avoir remis au goût du jour cette belle formule du grand Jaurès.

La République sociale et écologique appelle à assumer des ruptures.
La première d'entre elles consiste à rompre avec le tout marché. La *« société de marché »* pour reprendre l'expression de Lionel Jospin.
Rompre avec l'idée que tout s'achète et que tout se vend.
Rompre avec la marche sans fin de la mondialisation libérale qui étend ses tentacules jusqu'au cœur de notre vie privée et de nos corps.
Rompre, pour remettre les choses dans l'ordre : d'abord l'humain et la Terre qui le nourrit !

Nous ne disons pas qu'il faut renoncer au monde, nous replier, nous enfermer : la promesse de l'autarcie et de l'entre-soi, c'est celle de l'extrême droite.
Nous disons qu'il faut avoir le courage de limiter ce qui relève du marché de ce qui n'en relève pas, en définissant ce que sont nos biens communs, et en nous donnant les moyens de les préserver.
Cela s'appelle exercer, face aux forces du marché, la souveraineté populaire, le pouvoir de faire des choix, de maîtriser notre destin. Et contrairement à d'autres, cette souveraineté se construit pour nous dans la démocratie, dans la justice sociale, dans l'écologie, dans la coopération internationale et surtout, surtout, à l'échelle européenne. Alors oui, face à la dictature des marchés financiers et des intérêts privés nous défendons les biens communs et la souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire de l'Union européenne.

Je prends l'exemple de l'énergie. L'énergie est un bien commun et un bien de première nécessité. Elle est un monopole naturel.

Les libéraux ont bien essayé de nous faire croire le contraire. Ils ont prétendu qu'elle était un bien comme un autre. Ils ont affirmé qu'on pouvait la monétiser comme on dit à l'Elysée ou chez McKinsey. Remarquez, c'est devenu synonyme. La concurrence était présentée comme un miracle : vous verrez, les coûts vont baisser !
La crise a dévoilé l'imposture. Les prix n'ont pas chuté, et le système électrique tout entier s'est fragilisé.
Les ménages, les collectivités, les entreprises, les artisans, vivent avec l'angoisse que provoque l'explosion des factures d'énergie. Les boulangers menacent de ne plus allumer leur four quotidien. Les mairies ferment les piscines et les gymnases. Les ménages modestes doivent arbitrer entre chauffage et alimentation.
Nous proposons avec Philippe Brun et le groupe socialiste de renationaliser EDF, comme nous avions proposé avec Boris Vallaud dans le projet socialiste de nationaliser les réseaux de transport et de distribution du gaz et de l'électricité. Car oui l'énergie est un bien commun.
Rompre avec le tout marché c'est investir massivement, pour atteindre la neutralité carbone en 2050. C'est réduire nos consommations d'énergie. Transférer massivement les usages vers des productions d'énergie non carbonées

Cette première rupture en appelle une deuxième : nous devons rompre avec la casse méthodique des services publics qui sont l'outil de protection de nos biens communs…
La recette des libéraux, nous la connaissons tous.
Dans les services publics, il faut chasser le gras. Dégraissons. Allons chercher le nerf, le muscle. Optimisons. Coupons.
Alors ils ont coupé. Coupé. Et recoupé. Et coupe après coupe, le service public s'est fragilisé.

Nos universités, reconnues à travers le monde pour leurs enseignants prestigieux et leur recherche de pointe, essentielles pour bâtir l'avenir du pays et former les générations nouvelles ? Les voilà désormais exsangues, comme notre recherche, par la pénurie des postes et par des conditions d'enseignement dégradées.

Le service public judiciaire, pourtant indispensable au bon fonctionnement de la société ? Il manque de tout. De temps, de moyens, de greffiers.

Nos grands hôpitaux publics ? Leurs patients peuplent les couloirs des urgences quand les services ne ferment pas. Les infirmières, les aides-soignantes, les internes enchaînent les gardes, épuisés. De soignants ils sont devenus maltraitants faute de temps et d'argent.

Dans tout le secteur public, ils ont tellement dégraissé qu'au lieu de révéler les nerfs et les muscles, ils ont raclé jusqu'à l'os. Les services publics ne tiennent que parce que ses agents se dévouent et restent fidèles à leur mission.

Il est temps de leur rendre plus qu'un hommage, leur donner les moyens d'exercer leurs missions. A toutes et tous nous adressons nos remerciements.
Il est temps de rappeler l'excellence de leur travail, de rappeler son caractère indispensable, de dire que nous sommes fiers de notre fonction publique.
Assez de ce dénigrement permanent !
Assez de ces affirmations qui louent le privé pour mieux dénigrer le public !

Nous sommes fiers de vous, fiers de ce que votre engagement au service de la collectivité, fiers de vos métiers du lien, du soin, de la transmission ! Vive le service public !

La troisième rupture que nous devons engager c'est celle de la définition du mérite pour redonner dignité à tous les travailleurs.

Au nom de quels critères payons-nous si mal les salariés de la première ligne ? Au nom de quels critères payons-nous si mal ces auxiliaires de vie, ces aides-soignantes, ces femmes de ménage aux horaires morcelés ?
Au nom de quelle valeur supérieure invisibilise-t-on ces métiers exercés principalement par des femmes ?

Les socialistes ne croient pas à la valeur du mérite mais à celle du travail. Tout travail mérite une reconnaissance ! Les socialistes se battent pour les travailleurs, pour la dignité des vies, pour les salaires, pour le partage du pouvoir dans l'entreprise !

Oui il est temps de revisiter l'échelle salariale et de reconnaître sa juste valeur au travail des salariés de la première ligne, ces métiers que l'on dit essentiels sans pourtant leur accorder la moindre importance.

La méritocratie récompense et punit selon des critères fixés par les gagnants du système.
Et si tu tombes, ou si tu chutes, c'est que tu l'as bien cherché. Comme s'il n'était pas assez difficile de tomber, voilà qu'on vous demande des comptes !
Comme si la réussite devait tout au talent. Comme si la société n'y était pour rien ! Comme si le hasard d'être né quelque part, et d'avoir tant reçu en héritage n'y était pour rien ! Comme si le fait d'avoir eu accès à la bonne formation, d'avoir fréquenté la bonne école, d'avoir grandi avec les bons codes, d'avoir eu accès à la culture n'y étaient pour rien !
Faire croire à chacun qu'il est responsable de ses échecs, c'est le plus grand numéro d'illusionnisme que la droite, depuis quarante ans, est parvenu à dérouler devant nous.
C'est cette politique d'humiliation qui lui permet de justifier la réforme de l'assurance chômage : si des offres d'emploi ne sont pas pourvues, c'est que les chômeurs ne veulent pas vraiment trouver du travail.
C'est ce numéro d'illusionnisme qui lui permet de justifier le versement du RSA sous condition d'activité : si tu veux survivre, prouve-le, et donne-toi la peine de le mériter !


80e
Congrès
du Parti
socialiste
PS

Voilà trop longtemps qu'on nous assène que les gagnants ont mérité leur destin quand les perdants seraient coupables du leur. Le mythe de l'égalité des chances ne peut masquer les déterminismes culturels et sociaux.

L'école doit retrouver sa mission première, aider chacun à se former, aider chacun à réussir, sortir de la tyrannie du mérite pour donner sa chance à tous les talents. Quand un jeune est en difficulté on l'aide avant qu'il ne chute. Voilà le sens de notre combat pour une école "zéro décrocheurs".

Nous voulons l'école de l'égalité et de la mixité sociale et oui, donner aux écoles des moyens en fonction de l'origine sociale des élèves et oui contraindre les établissements privés comme les établissements publics à respecter une carte scolaire et accueillir tous les publics.

Engager la rupture avec la tyrannie du mérite, voilà ce qui doit nous porter !
C'est en assumant ces ruptures que nous pourrons réveiller l'espérance.
C'est en proposant et en déployant le socialisme écologique que nous pourrons la faire gagner.
Et c'est en faisant gagner le PS que nous pourrons faire gagner la gauche.

Dès aujourd'hui, notre parti doit se mettre en mouvement.
Nous allons dès demain engager le travail au travers de nos premières conventions. Je les souhaite ouvertes à tous les Français. Je veux que tous sachent que nous préparons l'alternative et que chacun pourra apporter sa pierre. Je veux que nous allions à la rencontre de toutes les associations, les organisations, les universitaires, les intellectuels, bref de tous ceux qui peuvent nous aider à affiner le projet de la gauche.

La première de ces conventions sera consacrée à faire gagner la révolution féministe.
Une révolution féministe est en marche dans la société, elle est aussi en marche au sein du parti Socialiste.
Le mouvement metoo a libéré une formidable énergie qui pousse à remettre en cause les mécanismes de domination.
Le virilisme arrogant, parfois présent dans nos congrès, ça suffit ;
Le règne du patriarcat, qui soumet les vies et parfois les brise, ça suffit ;
Les violences sexistes et sexuelles, toujours minorées, trop souvent tues ou ignorées, ça suffit ;
Les parcours scolaires genrés, qui bridents les ambitions et ferment les choix de carrière, ça suffit ;
Les inégalités face au travail, face aux retraites, ça suffit !
Plus que jamais je suis persuadé que le combat féministe est un puissant moteur de la transformation sociale, mais aussi un puissant levier pour réveiller l'engagement et la citoyenneté.

Alors oui, je vous le dis, notre parti doit devenir, enfin, un grand parti féministe dans toutes ses facettes : le projet qu'il porte, ses règles de vie interne, les visages qui l'incarnent dans sa direction et dans ses élus.

Ici, à Marseille je voudrais vous dire merci. Merci aux « *Christine* » pour le formidable temps d'échange qu'elles ont animé tout au long de ces mois de congrès, merci à pour l'ovation que vous avez réservée hier à Johanna Rolland hier, et je vous dis aujourd'hui ma fierté de la savoir à mes côtés.

Rien ne se fera sans vous. Dès demain matin, emparez vous du sujet, donnez lui par votre engagement du souffle et de l'impact, et faisons ensemble du féminisme notre étendard.

Le deuxième chantier qui est devant nous, c'est celui de l'Europe.

Nous allons entamer au cours de ce premier semestre le travail préparatoire à l'élection européenne. Longtemps la gauche s'est interrogée sur la question de savoir si l'Europe était un frein à ses ambitions ou au contraire le niveau pertinent pour traiter des sujets sur lesquels nos États-Nations sont impuissants à les résoudre seuls.

Le moment n'est plus aux interrogations. L'Union européenne bouge. Il faut se saisir de cette opportunité. Les portes fermées d'hier se sont entrouvertes…

La mutualisation de la dette, c'était interdit, l'Europe l'a fait pour réparer les dégâts de la crise Covid. Le pacte de stabilité était devenu l'équivalent des tables de la loi. Y déroger vous promettait aux enfers. L'Europe a laissé les États membres gonfler leurs dépenses publiques et suspendu le critère des 3%.

C'est la présidente de la commission qui nous dit que la libéralisation du marché de l'énergie est la pire des stupidités que l'Europe ait faite ces 20 dernières années.

Face aux crises et aux dérèglements du monde, la camisole libérale craque.

L'Europe devient même l'outil qui permet aux socialistes de pousser à des progrès que certains États refusent.

C'est un socialiste, Frantz Timmermans, qui porte en Europe le Green Deal et les nouvelles ambitions d'autonomie énergétique, quand c'est le gouvernement Macron qui est condamné à 500M€ de pénalités pour être le seul État européen à ne pas respecter ses objectifs en matière de production d'énergie renouvelable.

C'est un commissaire socialiste, Nicolas Schmit, qui porte un projet de directive permettant aux travailleurs des plateformes de se faire reconnaître comme des salariés de plein droit. C'est le gouvernement français qui cherche à la bloquer.

Qu'est ce que cela signifie ? Tout simplement que le libéralisme est impuissant pour affronter les crises, impuissant pour lutter contre le changement climatique, impuissant aussi pour construire la souveraineté industrielle, alimentaire et sanitaire. Impuissant pour garantir l'accès aux biens communs.

L'Europe ce sont aussi des valeurs à défendre, un modèle social, un mode de vie.

Nous nous étions habitués à la paix. Nombreux croyaient que les échanges commerciaux déplaceraient définitivement les conflits sur un autre terrain.

Et la guerre est revenue avec son cortège d'atrocités. C'est un peuple tout entier qui s'est levé. David contre Goliath. L'Ukraine contre la Russie.
Face à Poutine et à Wagner, l'Ukraine aspire à l'Europe. Dans leur combat pour leur souveraineté, les Ukrainiens défendent les valeurs et le modèle européen. Nous avons choisi de les soutenir et de les accueillir au sein de l'UE.
Céder, c'est ouvrir la voie à la récidive ailleurs, par le même et par d'autres. Les grands empires d'hier, Russe, Chinois, Ottoman, testent les défenses immunitaires des grandes démocraties. Ukraine, Taiwan, Xin Jang, Arménie. Si nous ne réagissons pas, ils avanceront. L'internationale des autocrates est en mouvement. Elle ne connaît qu'une langue : celle du rapport de force.
Face aux menaces autoritaires, nous avons besoin d'une Europe à la hauteur, d'une Europe qui s'affirme enfin comme puissance capable d'assurer notre défense et notre sécurité commune.

Alors oui, le rendez-vous européen sera décisif !
Nous le préparerons dans un dialogue, sincère et exigeant, avec les autres formations de la gauche. Il faut préparer toutes les convergences qui permettront de trouver demain des majorités au Parlement européen.
Nous préparerons d'abord ce grand rendez-vous avec notre famille politique, nos amis socialistes, travaillistes et sociaux-démocrates du Parti des Socialistes européens. Je les remercie d'être aussi nombreux avec nous à Marseille, et d'avoir autant apporté à nos débats.
Oui chers camarades, nous le ferons avec toutes celles et ceux qui le partagent, mais nous porterons avec fierté le projet des socialistes français et européens lors des élections de juin 2024.

Après la révolution féministe, après le rendez-vous européen, un troisième défi nous attend : celui de la reconquête des classes moyennes et populaires.
Nous nous battons pour tous, mais singulièrement pour elles.
Nous nous battons pour celles et ceux qui ont le sentiment de ne pas compter, et de toujours passer après les autres.
Nous nous battons pour les territoires ruraux des territoires dynamiques et créatifs, mais aussi les territoires par excellence où vivent les gens modestes, où vivent par exemple plus d'ouvriers que dans le cœur des agglomérations.

« *Toujours passer après les autres* » : ce sentiment est puissant. Et il nous arrive, parfois, devant lui, de nous sentir impuissants. Et de ne pas savoir entendre.

Nous ne savons pas toujours entendre ces Français qui ont l'impression de ne susciter que l'indifférence. Il suffit, disent-ils, de voir les territoires où ils vivent : les uns après les autres, les services publics ferment. Le travail manque. Dans certains territoires – je pense notamment aux zones rurales, mais ce ne sont pas les seules – il faut faire des kilomètres pour déposer ses enfants à l'école, faire ses courses, aller travailler. Il faut des mois d'attente pour décrocher un rendez-vous chez le pédiatre, chez le médecin. Ce que ces Français nous disent, au fond, c'est que « *La République ne passe plus chez nous* ».

Nous ne savons pas toujours comment répondre à ce sentiment. Mais l'extrême droite, elle, sait parfaitement l'exploiter.

Comment avons-nous pu, nous la gauche, laisser l'extrême droite dire qu'elle défend les exclus et affirmer que nous protégeons les inclus ?
Comment avons-nous pu, nous la gauche, laisser l'extrême droite affirmer qu'elle protège les oubliés et dire que nous défendons ceux qui savent se faire entendre ?
Comment avons-nous pu, nous la gauche, laisser l'extrême-droite se faire le porte-parole de la ruralité ?
En laissant l'extrême droite le dire, la gauche s'est oubliée.

Ces femmes, ces hommes, n'attendent pas de grands discours sur la fracture territoriale.
Ils ne demandent pas qu'on les regarde avec misérabilisme. Ils demandent simplement qu'on les considère.
Considérer nos concitoyens, c'est peut-être d'abord concevoir et mettre en œuvre avec eux une vraie politique d'aménagement du territoire. C'est remettre du service public là où il n'y en a plus, de l'humain là où il n'y en a pas assez.
Considérer nos concitoyens, c'est peut-être d'abord et avant tout les écouter. Il ne suffira pas de dire à ces femmes et ces hommes que c'est pour eux que nous nous battons pour qu'ils nous jugent dignes de confiance. Il faudra le leur prouver.

C'est cela qui devra nous animer dans les prochains mois. Nous continuerons sans relâche à dénoncer les impostures du RN, ses contradictions entre ses mots et ses votes, ses duperies aussi. Mais nous devons à présent poser les combats à mener, ceux de la reconquête républicaine.

Alors j'entends la question suivante, celle qui vous taraude tous : comment ? Comment nous battons-nous ? Comment redevient-on le grand parti de la gauche ?

Il y a une réponse toute simple à cette question.
Ne cherchez ni sauveur suprême, ni César, ni tribun qui vienne éclaircir votre horizon électoral. Ils n'éclaireront votre route que le temps d'une illusion.
La réponse est au fond de vous. Vous vous êtes engagé un jour au parti socialiste parce qu'en vous résonnaient les mots de Blum : *De quoi est né le socialisme ? Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, alors que la société où nous vivons est tout entière fondée sur le privilège.*
Il est né du contraste, à la fois scandaleux et désolant, entre le faste des uns et le dénuement des autres, entre le labeur accablant et la paresse insolente. Il n'est pas, comme on l'a dit tant de fois, le produit de l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais de la justice et de la pitié, qui sont les plus nobles.


80e

Et votre cœur battait à l'évocation de ce monde plus juste. Un monde où chacun trouve sa place, se sait respecté pour ce qu'il est, partage un droit au bonheur. Un monde citoyen où chacun possède une voix égale pour dessiner l'avenir. Un monde sans contremaîtres à penser. Un monde où la culture et les arts deviennent notre luxe commun. Un monde où les rêves ne sont pas à vendre…

Et un mot, à lui seul, représentait le sésame pour ouvrir tous les chemins inexplorés. Et ce mot c'est celui de « *socialiste* ». Et ce mot-là éveillait cet *invincible espoir* dont nous parlait Jaurès.

Eh bien réveillez votre enthousiasme ! Elle est là la condition de notre retour, affirmer haut et fort votre fierté, notre fierté, d'être socialistes, tous socialistes !.
Ne vous laissez pas affadir par ces petits bonshommes gris qui respirent l'uniformité, qui gèrent tout en ignorant les vies qu'ils brassent derrière leurs tableurs Excel, qui vivent esclaves de règles dont ils ont fini par oublier le sens, qui comptent sans savoir ce qu'ils comptent.
N'intériorisez pas la contrainte de ceux qui vous dominent. Dans ce congrès j'ai souvent entendu parler de soumission. Ne redoutez de vous soumettre qu'aux puissants !
Ne cédez pas à la résignation, fuyez la lâcheté ! Battez-vous pour ouvrir de nouveaux espaces. Changez les règles du jeu !

Alors ils vous diront que vous êtes effrayants. Mais qu'y a-t-il de plus effrayant qu'une gauche devant laquelle le CAC 40 ne frémit même plus ?
Ils chercheront à vous diviser. C'est la condition de leur règne. Restez unis et le nôtre viendra !
Faites front ensemble, forgez de nouvelles solidarités dans les combats, partagez le frisson d'un rouge baiser.
Ils vous diront que rien n'est possible. Ils n'ont jamais cessé de le dire. Ils l'ont dit à Jaurès, à Blum, à Mitterrand. Ne craignez pas leur regard. Ne redoutez que le vôtre croisant votre reflet dans le miroir de vos renoncements.
Les congés payés ? Bien sûr que c'était impossible ! Quelle idée saugrenue de payer des ouvriers à ne rien faire ! Et pire encore, comment imaginer ces hordes de gens de rien avec lesquels il faudrait désormais partager le bonheur d'un coucher de soleil sur l'océan ?
Les 40 puis les 39 puis les 35 heures ? Bien sûr que c'était impossible ! Quelle folie de vouloir partager les gains de productivité, de rendre du temps à des salariés au détriment de la compétitivité.

La retraite ?
Là je crois que vous saisissez où je veux en venir.
La retraite pour nos gouvernants du moment c'est au mieux un salaire différé, et un équilibre à trouver entre cotisants et retraités. Ils sont loin les jours heureux du programme du Conseil National de la Résistance. Loin des mots d'Ambroise Croizat qui voyait dans *la retraite non « plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie ».*

La vie, la vie enfin ! voilà ce que ce gouvernement ne comprend pas.
La vie pour celles et ceux qui se sont usés à la tâche, qui n'ont pas goûté aux joies du travail parce que le leur, ils ne l'avaient pas choisi mais subi. La vie enfin pour en finir avec les réveils aux aurores, les gestes répétitifs, les charges lourdes, les cadences imposées, la tutelle du petit chef…

Ces travailleuses et ces travailleurs qui se lèvent chaque matin pour attraper un RER ou un bus, qui travaillent à l'usine, à l'hôpital ou à l'Ehpad, ces auxiliaires de vies, ces caristes, ces Français aux trois huit ou sur les chantiers, ceux qui vident nos poubelles ou bitument nos routes, ceux dont les corps marqués et usés attendent ce moment de leur vie où ils pourront enfin s'occuper d'eux-mêmes et des leurs.
Pour tous ceux-là, chaque année supplémentaire est une année de trop.
Et pour tous ceux qui arriveront à l'âge de la retraite au chômage ou au RSA, ce sera une année d'humiliation de plus.

Serait-ce déraisonnable de vouloir bien vieillir après avoir si mal vécu ?
Redevenir maître de son temps, celui qui reste, c'est un enjeu que doit porter la gauche. Le droit à la retraite est l'un des plus beaux droits que nous ayons conquis. Depuis la naissance de l'humanité, la vieillesse n'était que naufrage et misère. Nous avons permis qu'elle soit un nouvel âge de la vie. Nous avons diminué drastiquement le taux de pauvreté des personnes âgées.

Oui nous devons défendre une certaine idée du bonheur.
Le bonheur est une idée neuve disait Saint Just. Pour qu'il ne soit plus le privilège de quelques-uns mais accessible à tous.

Nous en sommes toujours là.
Ce débat oppose deux visions du monde. la leur et la nôtre.
Leur cynisme c'est de connaître le prix de tout mais la valeur de rien pour reprendre les mots d'Oscar Wilde.

Pour économiser, ils sont disposés à oublier cette formidable inégalité qu'est celle de l'espérance de vie, et surtout de l'espérance de vie en bonne santé..
Et c'est bien un impôt sur la vie qu'ils sont prêts à prélever sur les femmes, les précaires, les carrières longues, les métiers pénibles.
Et dans le même temps ils continuent de baisser les impôts des entreprises, de refuser de revenir sur leurs décisions sur l'ISF, sur la flat tax…
Les superprofits et les superdividendes roulent sous nos yeux, là-haut c'est bombance, mais ce serait injuste de ponctionner ceux qui ont déjà tout.
Leur seul courage c'est de s'attaquer aux gens ordinaires, jamais contre les puissances de l'argent.

Alors pour celles et ceux qui aspirent au repos et espèrent vivre mieux, nous serons dans la rue, mardi 31 janvier.

Avec des millions de Français, nous marcherons.
Nous marcherons chaque jour qu'il le faudra. Chaque jour où l'intersyndicale le proposera.
Nous marcherons contre la réforme.
Nous marcherons contre le déni de démocratie.
Nous marcherons contre un gouvernement qui refuse le débat, bâcle l'examen du texte, réduit drastiquement le temps de travail des parlementaires, pour mieux les empêcher d'amender, de corriger, de faire tomber une réforme dont les Français ne veulent pas.
Nous marcherons et personne ne sera de trop. Nous irons au devant de cette majorité sociologique qui sera demain celle du changement.
J'appelle nos parlementaires, et l'ensemble de nos élus à organiser partout en France, dans nos villes et nos villages, meetings, ateliers de lecture, distributions de tracts.

Au coup du 49-3 permanent opposons notre résistance. Leur brutalité est pensée pour nous décourager. Nous ne nous découragerons pas.
Nous sommes là !

Dès demain nous serons au travail, c'est-à-dire mobilisés pour faire entendre une autre voix. Aucune intimidation ne nous fera taire. Nous porterons au Parlement la voix de ceux qui n'ont que nous pour les défendre.
Nous nous montrerons fidèles à notre histoire, à nos principes et nos valeurs.

C'est la promesse de Marseille. Françaises,
Français vous n'aurez plus jamais à attendre notre retour
parce que nous ne vous quitterons plus.
Rejoignez-nous ! Apportez-nous votre force et votre créativité.

Ensemble, ouvrons une nouvelle page glorieuse.

Vive les socialistes,
vive la gauche,
vive la République
et vive la France !


80e
Congrès
du Parti
socialiste
PS